

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 124 - VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2011

LA CANAILLE DU FAUBOURG

A la fin du XIX^e siècle, un courant "opportuniste" proclamait : « *En politique, les transactions seules peuvent amener des résultats* ». Dans le 93, du côté de Sevran, ce courant porte un nom : caméléon.

AGENDA MILITANT

→ 5 décembre

Landerneau [Réunion publique - Front de gauche - C. Autain](#)

→ 8 décembre

Rennes [Réunion campagne du Front de gauche](#)

Paris [Réforme de la représentativité syndicale : Vers une nouvelle "démocratie sociale"](#)

Paris [La fabrique du possible](#)

→ 9 décembre

Goussainville [Constitution d'un collectif Front de gauche/Est-Val-d'Oise](#)

→ 10 décembre

Turriers [Pareil, pas pareil](#)

→ 13 décembre

Saint-Denis [Tracer des perspectives d'avenir](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Et à gauche ?**

[Rencontre ACU, GU, C&A](#)
[AG des Communistes unitaires - Contributions 2](#)

→ **Écologie**

[Durban, d'autres articles](#)

→ **A lire**

[- Emancipation, individuation, subjectivation - Revue du Mauss](#)
[- Questions féministes](#)

13 décembre, et après ?

Dans l'Humanité du 24/11/2011, Bernard Thibaut dit à propos de l'état d'esprit des salariés: « *Ils s'interrogent sur ce que l'on peut faire pour arrêter cette spirale insupportable. Il y a des échéances électorales qui peuvent laisser croire que tout va se trancher à cette occasion. (...) Mais compte-tenu de ce à quoi nous sommes confrontés, il faut dire les choses clairement : quelles que soient les majorités politiques, la pression des agences de notation ne va pas disparaître ; l'exigence de rentabilité financière qui règne dans les entreprises, le chantage des marchés à la réduction des dépenses publiques qui minent le contrat social ne vont pas s'arrêter en mai 2012.* »

Tirons les conséquences de cette analyse : inscrivons les assemblées citoyennes et collectifs du Front de gauche dans la durée, pas seulement dans la période électorale et pas seulement avec comme seul objectif d'approfondir le programme partagé, ou d'organiser des ateliers législatifs pour décliner des propositions.

Bernard Thibaut poursuit : « *Il y a un divorce de plus en plus important entre la représentation politique et les aspirations sociales. (...) Il faut un réel débat sur les politiques à mener, qui impliquent les peuples, et pas seulement sur la couleur politique des majorités au pouvoir. (...) Si les salariés s'en remettaient aux candidats, quels qu'ils soient, dans une forte délégation de pouvoir, ils seraient très largement déçus. Les solutions à la crise dépendent de réformes structurelles qui appellent l'intervention des salariés.* »

Voilà qui nous incite à concrétiser ce que veut dire l'idée que nous portons de "révolution citoyenne" : comment, dans chaque mobilisation, inscrire la revendication de gagner du pouvoir de décision sur nos vies?

Arracher à un grand groupe les moyens pour les salariés de continuer une production localement au lieu de subir une délocalisation (les Fralib), construire un projet de scop pour continuer une activité de transport maritime (Sea France), ou réquisitionner des immeubles non occupés pour loger des demandeurs d'asile (Rennes 200 demandeurs d'asile logés ainsi par le Dal) au lieu d'attendre vainement les réponses institutionnelles pour répondre aux besoins de logement, c'est se redonner du pouvoir de décider de sa vie.

Et puisque nous alimentons les banques avec nos salaires, nos impôts, nos cotisations sociales, prenons un droit de regard sur les orientations économiques des banques.

Puisque nous avons des compétences dans nos métiers, nous pouvons décider dans chaque entreprise, dans chaque service public des choix politiques, des investissements et de l'organisation du travail.

Faisons du 13 décembre un moment fort de rencontres avec les salariés en lutte pour travailler ensemble ces questions.

● Sylvie Larue

Voyage au centre des affaires

Comprendre le système bancaire est un enjeu politique majeur, surtout si on veut le transformer. Entretien avec Hermès (1), cadre supérieur au sein de la Direction financière d'une multinationale française.

Comment un cadre à un haut niveau de responsabilité ressent-il la crise financière actuelle ?

Comme la confirmation qu'une grande partie de "la finance", c'est-à-dire les banques mais aussi les autres acteurs des marchés financiers (fonds d'investissement, fonds de retraite, compagnies d'assurance) ont aujourd'hui un mode de fonctionnement **toxique** pour l'humanité.

Nous ne vivons donc pas seulement une crise conjoncturelle qui pourrait être résolue seulement par une action politique concertée et davantage de régulation, comme on veut actuellement nous le faire croire. Nous subissons une maladie récurrente, profonde, dont les crises à répétition persisteront avec des conséquences de plus en plus dramatiques tant que le système lui-même n'aura pas été reconstruit pour revenir à des bases saines.

Nous ne sommes pas des experts des questions financières mais nous sommes intéressés par votre vision de spécialiste au cœur du système. Pouvez-vous résumer la situation que nous connaissons ?

Il y a deux problèmes : une crise de liquidité et une crise de solvabilité. On peut utiliser une image : celle d'un grand

malade qui fait un arrêt cardiaque et dont la circulation sanguine s'arrête. Il faut rétablir immédiatement la circulation sanguine - c'est-à-dire faire face à la crise de liquidité, problème de court terme -, et ensuite traiter la maladie causale - la crise de solvabilité.

Pour que l'économie tourne, les banques ont besoin de financement à court terme, permettant que les entreprises et les particuliers puissent obtenir des crédits. Leurs fonds propres et les dépôts de leurs clients ne fournissant qu'une partie des besoins, elles doivent emprunter auprès d'autres banques ou sur le marché : c'est leur liquidité. Aujourd'hui, compte tenu de la défiance généralisée liée au risque de faillite, plus personne ne veut prêter aux banques. Les banques centrales (la BCE en Europe, la Réserve fédérale aux États-Unis) ont donc dû leur avancer des fonds sans limites pour éviter la catastrophe, c'est-à-dire l'arrêt de la circulation sanguine. Malheureusement, l'usage de ces fonds par les banques n'est pas contrôlé. Il peut donc soit être utile (prêts aux acteurs économiques), soit être néfaste (utilisation comme de nouveaux jetons de casino pour aller spéculer sur les marchés).

Ensuite, il existe un problème de solvabilité de certains emprunteurs, qui n'ont pas les moyens à court terme de rembourser

leurs dettes. Mais regardons d'abord d'où provient le problème : les ménages pauvres américains, potentiellement insolubles, ont contracté ces fameux crédits immobiliers *subprimes* parce qu'il n'existe quasiment pas de logement social locatif aux États-Unis, et que l'État s'en désintéresse ; les marchés ont aussi prêté sans limite à la Grèce, alors que ce pays avait des ressources très insuffisantes en raison d'une fraude fiscale massive et avait investi dans des dépenses militaires exorbitantes ; en Espagne, les banques ont prêté de manière inconsidérée aux promoteurs et aux particuliers, attisant une bulle immobilière explosive. Et ainsi de suite. On demande ensuite aux États de sauver le système et de garantir les banques pour éviter leur faillite. C'est une double faillite morale : celle des marchés financiers et des banques qui ont allumé tous ces incendies, celle des gouvernements qui ont laissé faire.

Quelles ont été les évolutions essentielles du système bancaire et financier au cours des dernières décennies ?

Il faut d'abord rappeler le contexte initial de cette évolution. Dans les années 80, un courant idéologique de libéralisation totale de l'économie et de défiance envers le rôle de l'État monte aux ●●●

(1) Pour des raisons de confidentialité, le nom et le prénom ont été changés. Hermès, une des divinités de l'Olympe, est considéré comme le dieu du commerce, des voleurs et de la chance.

●●● États-Unis. Le discours annonçant la “fin de l’histoire” du socialisme s’affirme face au communisme soviétique en décomposition. Ronald Reagan et Margaret Thatcher vont enclencher la révolution néolibérale, marteler que l’État est hypertrophié, inefficace, les fonctionnaires trop nombreux, l’impôt nocif et stérilisateur de l’initiative individuelle. L’idée domine que les acteurs économiques “libérés” agiront ensuite naturellement pour le plus grand bien de la société, en créant emplois et richesses. Donc moins d’impôt, moins d’État et surtout moins de règles, le marché étant supposé contenir en lui-même de fortes capacités de s’auto-réguler de manière optimale.



Cette équation va progressivement gagner l’ensemble des pays développés, avec en France des relais comme Pierre Bérégoz, qui va “moderniser” c’est-à-dire libéraliser, la place financière de Paris à partir de 1985 pour faire en sorte que la France ne soit pas “à la traîne” du monde anglo-saxon.

Les banques et les autres acteurs des marchés financiers se sont engouffrés dans ce mouvement. Une nouvelle dimension de la finance a été créée, au-delà de ses fonctions historiques “socialement utiles” que sont la gestion des flux (encaisser, payer des sommes d’argent, gérer des comptes bancaires...), le crédit aux particuliers et aux acteurs économiques, la gestion de l’épargne et des besoins des entreprises (par exemple immuniser contre le risque de change sur des exportations en autres devises que l’euro, assurer le coût maxi d’une dette à moyen terme, émettre des garanties).

Nous avons vu alors une accélération de la vitesse de rotation du capital et de sa rentabilité attendue. Par exemple, la durée moyenne de détention des actions va baisser très vite alors que les actionnaires étaient censés être des investisseurs

à long terme. En fonction des anticipations de résultat des entreprises ou de l’attrait d’autres investissements plus rémunérateurs, les actions vont s’acheter et se vendre sans cesse, créant une forte volatilité des cours.

**Nous subissons
une maladie récurrente,
profonde, dont les crises
à répétition persisteront
avec des conséquences
de plus en plus
dramatiques tant que
le système lui-même
n’aura pas été
reconstruit pour revenir
à des bases saines.**

De la forme antérieure du capitalisme, qui reposait sur des actionnaires stables et des taux de rentabilité économiquement réalistes, on glisse alors vers un nouveau capitalisme “financier”, qui va progressivement exiger une rentabilité de plus en

plus élevée et sur des horizons de plus en plus courts. En substance : « *Si vous ne me donnez pas le niveau de profit attendu, je vends ces actions et vais investir ailleurs : en achetant de la dette espagnole, de l’or, du pétrole, de l’immobilier...* ».

Les dirigeants des entreprises cotées en Bourse ont été transformés en exécutants de ces demandes. Pour qu’ils répondent à ces nouvelles exigences, l’essentiel de leurs revenus va être indexé sur le niveau des bénéfices de l’entreprise et la valeur de son action : stock-options, bonus calculés en fonction des résultats. Il s’ensuit une pression extrême sur le coût du travail : stagnation des salaires, délocalisations dans des pays *low cost*, restructurations... En détournant l’antienne répétée depuis des années, je dirais que ce n’est pas le coût du travail qui est trop élevé, c’est d’abord et avant tout le coût du capital (son exigence de rentabilité) qui est trop élevé. Baissons donc le coût du capital !

Ce sont ces nouveaux financiers qui vont inventer de nouveaux produits de plus en plus virtuels. Aujourd’hui, ●●●

●●● par exemple, les marchés de matières premières “papier”, sur le pétrole, l'or, le blé, le cuivre..., à l'origine créés pour les besoins des industriels ou des agriculteurs (garantir un prix de vente ou d'achat à court terme) sont devenus plusieurs fois supérieurs aux volumes physiques échangés chaque année, parce que la spéculation, la finance de casino y a trouvé un terrain de jeu extraordinaire. C'est ainsi que les bulles spéculatives se sont multipliées.

Enfin, ces mêmes financiers vont faire crédit à des emprunteurs dont beaucoup savaient qu'ils seraient insolubles à terme : les ménages pauvres américains avec les fameux crédits *subprimes*, les promoteurs immobiliers en Espagne, l'État grec... Comme chacun revend sans cesse les dettes des clients insolubles, c'est en principe le dernier qui reçoit la patate chaude qui perd...

Tout cela a permis une augmentation rapide de la rentabilité des grandes banques d'affaires : ramenée au capital détenu par leurs actionnaires, c'est une multiplication par deux ou trois du niveau des années 80, mais au prix d'une augmentation colossale des risques, de la création de bulles financières à répétition. Avec maintenant des conséquences dramatiques pour certains peuples. Au dessus d'un système bancaire classique et de marchés financiers proportionnés à l'économie réelle (la production de biens et services, le commerce), s'est créée une excroissance financière gigantesque, sans utilité sociale, nocive pour toute la société.

Quel est le rôle des agences de notation ?

Depuis quelques décennies les plus gros emprunteurs, c'est-à-dire l'État, une partie des collectivités locales (certaines Régions et Départements) et les grandes entreprises ne se financent plus auprès des banques ou auprès des particuliers – les Bons du Trésor qu'achetaient nos

grands-parents pour placer leurs économies –, mais vont emprunter directement sur les marchés financiers en émettant des emprunts (des obligations) sur des durées parfois très longues, 20 ans et plus.

**Les agences
de notation sont
à la fois un thermomètre
et un oracle :
les marchés financiers
sont devenus fous,
et la mesure
de la température
du malade ou le suivi
des prédictions de l'oracle
sont également
devenus insensés.**

Ces obligations sont achetées par des fonds de retraite, des compagnies d'assurance, des fonds d'investissement (notamment des SICAV), etc. Les investisseurs ont le choix entre un grand nombre d'obligations différentes. Ils peuvent acheter, par exemple, une dette à dix ans des États français, suédois, brésilien, grec, ou une obligation à cinq ans de Saint-Gobain, de Peugeot ou Volkswagen.

Pour évaluer la capacité de l'emprunteur à payer les intérêts et rembourser sa dette à l'échéance, très peu de ces investisseurs ont les moyens d'analyser eux-mêmes la santé financière de l'emprunteur, ses comptes (2). Ils s'en remettent donc à des organismes spécialisés privés, les agences de notation, qui ont développé ces services d'évaluation de la qualité des emprunteurs et attribuent des “notes”, la meilleure étant le fameux AAA dont bénéficient (encore, mais pour combien de temps ?) la France et l'Allemagne.

En fonction de cette note, le taux d'intérêt que devra payer chaque emprunteur

varie. Le mieux noté, un AAA, paiera un taux d'intérêt bas car le risque anticipé qu'il fasse défaut est faible : par exemple, il bénéficiera d'un taux de 2 % par an pendant la durée de son obligation. Par contre, un emprunteur à risque anticipé comme supérieur sera A ou BBB et paiera beaucoup plus cher sa dette (3 % ou 4 % par an sur la même durée). De la même manière que le guide Michelin fait et défait la réputation d'un restaurant, les agences de notation font et défont aujourd'hui la réputation d'un emprunteur, sauf qu'ici aucun investisseur ne va dans un restaurant sans avoir lu tous les guides...

Autre problème, déjà évoqué précédemment : les dettes se vendent et se revendent sans arrêt sur les marchés financiers, et ceux-ci sont extrêmement moutonniers. Dès qu'existent des rumeurs sur un emprunteur ou une dégradation de sa note par les agences, les réactions sont très violentes, comme on l'a vu pour la Grèce, mais aussi pour l'Italie et l'Espagne. Les ventes de dette sont alors massives et le taux d'intérêt demandé pour que ces États émettent de nouvelles dettes est prohibitif, enclenchant une spirale dangereuse de déficit budgétaire.

Les agences de notation sont à la fois un thermomètre et un oracle : les marchés financiers sont devenus fous, et la mesure de la température du malade ou le suivi des prédictions de l'oracle sont également devenus insensés.

Ne pensez-vous pas que la situation actuelle va bien au-delà de la seule dimension économique ?

Oui, bien sûr. Elle concerne la démocratie, car nous sommes dans une guerre peu visible par le grand public mais d'une très grande violence. Les banques d'affaires, les traders des salles de marché et autres acteurs de la partie toxique de la finance livrent un combat acharné contre toute limitation de leur pouvoir, de leur “liberté” de spéculation. Ils disposent pour cela de munitions ●●●

(2) Comme les banques le font en direct pour les particuliers et les PME.



●●● importantes et de ressources colossales consacrées au lobbying (3). Ils pratiquent une corruption sophistiquée de la sphère politique : recruter d'anciens hauts fonctionnaires pour utiliser leur entree sur les politiques et peupler les institutions d'anciens banquiers d'affaires, comme le nouveau président de la BCE, ex-dirigeant de Goldman Sachs (4). Les exemples en France sont également nombreux de cette porosité entre banques d'affaires et cabinets ministériels voire présidentiels. Il faut acter que nous sommes en guerre et réagir avec le même acharnement, la même volonté de vaincre. Cette culture a également, sur cette

période, transformé les motivations des individus. Dans les années 90 et 2000, une partie importante des jeunes diplômés des meilleures universités américaines ou de certaines grandes écoles françaises (Polytechnique, Centrale) sont partis dans les salles de marché pour inventer et vendre ces produits financiers nocifs. Les salaires offerts étaient là sans commune mesure avec ce que l'industrie ou la recherche pouvait leur proposer. L'explosion des salaires dans la finance de marché a eu un ensemble de conséquences néfastes comme celle de mettre au centre de la motivation des individus la cupidité. Gagner le plus d'argent le plus vite possible a contribué

à dévaluer la fonction d'utilité sociale de beaucoup de métiers : enseignants, soignants, travailleurs sociaux... moins bien rémunérés qu'un jeune trader. Cette évolution a été le moteur de l'explosion des inégalités de rémunération depuis trente ans dans les entreprises (5).

Enfin, la financiarisation a nui au bon fonctionnement de l'économie, en limitant les investissements dans l'économie "traditionnelle". Pourquoi aller investir du capital dans une PME qui va rapporter au mieux quelques pourcents par an, alors que l'on peut espérer gagner 15, 20 % voire davantage en allant spéculer sur les matières premières ? Le ●●●

(3) Un seul exemple : aux États-Unis, le coût des campagnes électorales donne le vertige (plus d'un milliard de dollars dépensés par Barack Obama et John Mc Cain pour la campagne présidentielle de 2008 !). *Wall Street*, c'est-à-dire le monde de la finance, a été l'un des principaux contributeurs.

(4) Je conseille sur ce sujet la lecture du livre du journaliste Marc Roche : *La Banque, Comment Goldman Sachs dirige le monde*, Albin Michel, 2010.

(5) Une enquête récemment publiée en Grande Bretagne montre qu'entre 1980 et aujourd'hui, le multiple entre le salaire du PDG du pétrolier BP et le salaire moyen dans son groupe est passé de 16 à 63 fois, et pour celui du PDG de la banque Barclays de 15 à 75 fois. Lire : <http://highpaycommission.co.uk/>.



●●● capital, les ressources financières sont attirés par tout ce qui peut permettre d'espérer une rentabilité élevée à court terme, et pas suffisamment par l'investissement productif à long terme dans les infrastructures, les capacités de production ou la recherche. Ce niveau de rentabilité des opérations financières est devenu absurde : on ne peut longtemps rester aussi déconnecté de la capacité de l'économie réelle à créer de la richesse, sans provoquer de crise ayant un impact majeur sur la société.

Qu'en est-il de la capacité du système capitaliste à s'adapter à la conjoncture et à se transformer pour continuer de régner ?

Je n'ai pas de réflexion théorique pertinente pour répondre à cette question à la fois philosophique et économique. Mais je peux simplement témoigner de l'extrême plasticité du capitalisme financier. C'est un système parfaitement darwinien qui réussit à s'adapter aux différents gouvernements et environnements dans lesquels il travaille : du Venezuela de

Les banques d'affaires, les traders des salles de marché et autres acteurs de la partie toxique de la finance livrent un combat acharné contre toute limitation de leur "liberté" de spéculation. Ils pratiquent une corruption sophistiquée de la sphère politique.

Chavez à la Russie de Poutine, avec des gouvernements de gauche ou de droite, démocratiques ou non, et qui va absorber les évolutions de l'environnement pour les "digérer" à son profit. Et c'est un adversaire redoutable, car il dispose de fortes capacités de pression sur le politique. Il peut aujourd'hui faire chanter des États en manipulant leur dette sur les marchés.

La plupart des partis considèrent que la question de la dette doit être au cœur d'une politique économique. Qu'en pensez-vous ?

Je pense qu'il faut retenir deux angles simples : la question des recettes fiscales et celle du contrôle et de la nature du crédit. La fiscalité d'abord : nous souffrons d'une insuffisance globale de recettes fiscales : la doctrine néo-libérale de baisse de l'impôt, qui devait permettre d'investir et consommer davantage, créant ainsi de la richesse qui aurait été redistribuée pour le grand bien de tous, a échoué. Une grande partie du capital se détourne de l'économie traditionnelle pour aller vers la spéculation. Les ménages ont peur du chômage ou pour leur retraite future et épargnent donc davantage plutôt que de consommer. La croissance économique est ainsi très faible. Les inégalités de revenus et de partage de la richesse ont explosé, car une très petite frange de la population a capté l'essentiel de la richesse produite. Il faut donc une révolution fiscale.

●●● Ensuite le contrôle du crédit : chaque bulle sur les marchés est alimentée par une absence d'encadrement du crédit comme le montre l'histoire des *subprimes* ou les crédits importants accordés par les banques aux *hedge funds* (6), qui ne sont que des clubs de joueurs de casino. Les gouvernements peuvent tout à fait décider de contrôler que le crédit n'est pas destiné à alimenter l'incendie spéculatif. Les banques sont contrôlées par des autorités de régulation et par les banques centrales dans chaque pays. C'est essentiellement une question de volonté politique.

Le gouvernement s'est fixé comme objectif « à tout prix » (François Fillon) de maintenir la note AAA de la France. Qu'en pensez-vous ?

Cette nouvelle "ligne Maginot" sera probablement rapidement enfoncée, et il sera amusant de voir alors les justifications du gouvernement pour expliquer que ce n'était pas si important que cela, et que les États-Unis ont également récemment perdu leur notation AAA. Cette perte attendue du AAA français sera sans aucun doute utilisée pour justifier une nouvelle réduction des dépenses publiques, alors que la crise actuelle demande des mesures "contra-cycliques" : continuer à investir et soutenir la consommation et l'activité économique en luttant contre le chômage. Pour cela, il ne faut pas être paralysé par le dogme libéral.

Beaucoup de citoyens ont le sentiment qu'il est impossible d'avoir

prise sur la situation, et en même temps le système bancaire semble être à un carrefour. Est-il envisageable de le transformer, et comment, pour répondre aux besoins de la société ?

Pour donner de l'espoir aux citoyens, éviter la désespérance créée par un sentiment d'incompréhension et d'impuissance devant des forces qui les dépassent, je prendrais l'image de la tenaille. Une

L'explosion des salaires dans la finance de marché a eu un ensemble de conséquences néfastes comme celle de mettre au centre de la motivation des individus la cupidité. Cela a contribué à dévaluer la fonction d'utilité sociale de beaucoup de métiers : enseignants, soignants, travailleurs sociaux...

mâchoire est l'action politique pour contrôler efficacement les marchés financiers et en supprimer les éléments toxiques (7). Et une autre mâchoire est constituée par l'action citoyenne : aller dans une banque

de dépôts mutualiste ou coopérative en dehors de la Bourse, interroger sa banque, comme le font certaines ONG (8), sur ses pratiques en matière d'opérations spéculatives, de financement éventuel des *hedge funds*, d'opérations dans les paradis fiscaux... Je suis convaincu qu'en usant d'un peu de pédagogie les citoyens seraient tout à fait à même de comprendre les grands ressorts de cette finance de casino et de refuser d'y participer en choisissant leur banque ou en lui demandant des comptes.

Certains proposent de séparer les banques d'affaires des banques de dépôts, en laissant les premières continuer leur *business* et leurs activités. Et se mettent à rêver d'un retour au capitalisme de "bon papa". Qu'en pensez-vous ?

C'est une piste très intéressante mais qui suppose plusieurs actions complémentaires radicales. D'abord, il faut définir clairement le périmètre "socialement utile" des activités bancaires. Ensuite, il faut supprimer le risque "systémique". Ce risque existe lorsqu'une banque d'affaire est devenue trop grosse pour que l'Etat la laisse faire faillite, car alors ses créanciers risqueraient eux-mêmes d'être en très grande difficulté. C'est ce qui s'est passé pour la banque Dexia que l'État a sauvée. Prévenir ce risque nécessite d'interdire aux banques la spéculation pour leur propre compte dans leurs salles de marché et le crédit aux *hedge funds*. On ne pourra pas laisser les banques d'affaires séparées continuer ●●●

(6) Pour multiplier leur potentiel de gain, les *hedge funds* utilisent ce que l'on appelle « l'effet de levier » : emprunter à des banques plusieurs fois le montant de leurs fonds disponibles, afin de pouvoir spéculer sur des montants très importants. Lorsque le *hedge fund* fait faillite, cela peut créer des pertes très lourdes dans les banques qui lui ont prêté.

(7) Un bon résumé par Dominique Plihon, professeur à l'université Paris Nord dans *Alternatives Economiques* (déc. 2010) : « La solution est de considérer tout marché comme une institution sociale dont le fonctionnement doit être étroitement contrôlé par la collectivité. S'agissant des marchés financiers, il faut fixer des règles pour "désarmer" leur capacité spéculative, et mettre la finance au service de la société. Ce qui implique de supprimer les marchés pour lesquels ces objectifs ne peuvent être atteints ; il est ainsi nécessaire de fermer tous les marchés de gré à gré qui ne sont pas régulés, et de ne maintenir que les "marchés organisés" susceptibles d'être contrôlés. Il faut également refuser l'ouverture de marchés tels que ceux de la "finance carbone", supposés favoriser la réduction des émissions de CO₂, mais qui aboutissent à la marchandisation de l'environnement, bien commun de l'humanité. »

(8) Par exemple ATTAC, le CCFD, les Amis de la Terre... lire notamment le rapport des Amis de la Terre : *Les banques sous pression citoyenne*, accessible ici : http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/synthese_rapport_banques_2011.pdf.

●●● leur activité toxique. Il faut étouffer progressivement cette culture de casino, en édictant des règles de limitation de leur endettement et en leur imposant un niveau très élevé de fonds propres pour limiter leur rentabilité.

Que pensez-vous de la nationalisation ou de la socialisation de tout ou partie du secteur bancaire ?

Nationalisation, est-ce une bonne idée ? Sauf à exproprier leurs actionnaires, c'est-à-dire supprimer de manière révolutionnaire le capitalisme en France, sortir de l'Union européenne et vivre en autarcie économique et financière, je ne vois pas comment les banques pourraient être nationalisées en France sans racheter leurs actions sur le marché ou indemniser leurs actionnaires, comme les nationalisations de 1981. Or, ce serait une dépense colossale et stérile...

Pourtant en Angleterre, en Islande et aux États-Unis, l'idée d'une "nationalisation" des banques n'est pas taboue et on nationalise de fait. Ce n'est donc pas impossible...

Certes, mais cela n'a été qu'une prise de contrôle temporaire par l'État de la majorité du capital de certaines banques pour éviter leur faillite, avec la volonté affichée dès le départ de revendre ces participations dès un retour à meilleure fortune. A contrario en France, sous la pression du lobby bancaire, le gouvernement a préféré en 2008 donner des garanties et monter un fonds pour prêter aux banques en difficulté plutôt que d'en prendre le contrôle.

Par contre, je suis résolument favorable à une socialisation à travers des banques coopératives et mutualistes sorties de la Bourse. Les grands groupes historiques mutualistes de dépôts que sont les Banques populaires, les Caisses d'Épargne, les Caisses de Crédit Agricole ou Mutuel ont connu depuis une quinzaine d'années

une évolution néfaste vers cette finance de marché. Elles ont introduit en Bourse une partie de leur activité et surtout elles ont créé ou racheté des banques d'affaires : Calyon (l'ancienne banque d'affaires du Crédit Lyonnais) pour le Crédit Agricole, Natixis pour le Groupe Banques Populaires / Caisses d'Épargne, qui a d'ailleurs failli disparaître dans la crise de 2008 pour avoir joué avec les *subprimes* et autres produits toxiques.

Le niveau de rentabilité des opérations financières est devenu absurde : on ne peut longtemps rester aussi déconnecté de la capacité de l'économie réelle à créer de la richesse sans provoquer de crise ayant un impact majeur sur la société.

Dès qu'une banque est cotée en Bourse, dans le contexte actuel du capitalisme financier, elle est soumise à une exigence de rentabilité très élevée. Cette exigence la pousse inéluctablement vers la multiplication des opérations de marché voire la finance de casino, vers la hausse des commissions et des taux de crédit pour ses clients particuliers ou PME. Sans compter la pression commerciale et de productivité extrême sur le personnel : vendre le plus de "produits" possibles (9). Pour resocialiser cette partie majoritaire de la banque de dépôts en France – plus de la moitié de la population –, il faut sortir ces réseaux de la Bourse où elles n'ont rien à faire, et remettre leurs clients (qui sont aussi

sociétaires ou coopérateurs) au cœur d'un processus citoyen de contrôle des activités de ces banques.

Votre métier de financier a une image négative auprès de la population. Est-elle justifiée ?

Je ne dois pas encore raser les murs ou baisser quand on m'interroge sur mon travail ! Aujourd'hui, ce sont surtout les banques, les traders, les *hedge funds* qui sont très critiqués par les citoyens. Cependant, il ne faut pas oublier qu'au sein du monde économique, les très grandes entreprises participent aussi à ce système néfaste. Elles utilisent des produits financiers bien au-delà des besoins légitimes liés à leur activité. Elles placent leur trésorerie dans des produits financiers sophistiqués pour essayer d'améliorer son rendement. Elles font de "l'optimisation fiscale" à outrance pour réduire au maximum le montant de leurs impôts. A l'inverse, une pratique citoyenne de la finance en entreprise doit pouvoir s'imposer.

Quels seraient donc le profil et les métiers d'un financier de nouvelle génération dans une société post-capitaliste ?

Tout simplement celui d'une personne revenue aux fondamentaux de la finance et exerçant son métier dans un but d'utilité sociale, mais avec les outils de sa génération. Quel que soit le type de société, les États, les entreprises, les collectivités locales, les associations, auront besoin des métiers financiers pour gérer leurs recettes et dépenses, élaborer les budgets, prévoir et limiter les risques pour l'avenir. Mais dans les banques comme dans les autres acteurs des marchés financiers, il faut délégitimer et "socialement criminaliser" toute cette excroissance inutile et toxique qu'est la finance de casino.

● Entretien réalisé par Cerises.

(9) Que ce soit dans une Caisse d'Épargne ou de Crédit Agricole aujourd'hui, les méthodes de vente et l'agressivité commerciale sont les mêmes qu'à la BNP ou à la Société Générale.

Dilemme

Il y a quelques jours lors d'un débat, j'ai été confronté à un véritable dilemme qui partageait la salle. Il s'agissait de la victoire de la droite en Espagne et de l'appel des Indignés à ne pas voter. Appel en phase avec les Espagnols puisque seulement 47% des inscrits s'étaient déplacés. Pour les uns, cet appel avait été une faute de la part des Indignés. D'autres disaient qu'ils ne pouvaient pas appeler à reconduire ceux qui les avaient mis dans ce marasme. Ce qui m'a frappé, c'est que personne (ni dans la salle, ni apparemment en Espagne) ne s'est interrogé sur le fait de savoir si les Indignés n'auraient pas pu avoir leurs propres candidats. Je me suis dit que les Américains allaient bientôt être confrontés au même dilemme. Dans quel marbre a-t-il été gravé qu'il fallait absolument se constituer en parti politique pour occuper l'arène institutionnelle ?

N'y a-t-il pas deux faces d'une même culture de la dissociation du social et du politique ? Celle nourrie par les partis et celle qu'intègrent les mouvements sans la discuter ? Dans les deux cas, le pouvoir politique n'est pas inscrit dans les mouvements. Lorsque j'aborde cette question, régulièrement, après une écoute sympathique, vient la remarque : « *Oui, mais en attendant ...* » et dans un pays où l'on vote tous les deux ans, si ce n'est davantage, ce "en attendant" renvoie le problème à jamais. Or Espagnols, Américains (les Grecs ont été privés d'élection et n'ont pas eu à se prononcer) ont fait la démonstration non seulement de l'immédiateté de ce problème mais que c'était là un verrou - je n'ose pas dire LE verrou-.

Evidemment 2012, c'est bientôt. Aura-t-on le temps de changer une culture si profondément ancrée ? Mais au nom de quoi est-ce le calendrier institutionnel qui doit définir nos buts ? Pour une grande part, les institutions structurent nos pensées et nous nous sentons obligés de respecter des règles institutionnelles qui ont été pensées pour empêcher toute alternative réelle. Depuis 1981 l'élection présidentielle s'est substituée

à la perspective de changement. Or, les gens de ma génération se souviennent que c'est un démocrate - Kennedy - qui a commencé la guerre au Vietnam et que c'est Nixon, un fieffé réactionnaire, instrument du maccarthysme qui a conclu la paix. Monde à l'envers ou pouvoir issu du mouvement populaire ?

Chez nous, au fur et à mesure qu'approche l'échéance de 2012, il apparaît que rien n'entraîne l'adhésion. Hollande, après une entrée en scène tonitruante, baisse dans les sondages, Europe Ecologie semble patauger. Si le Front de gauche (FdG) ne décolle pas, n'est-ce pas lié à la dissociation entre partis et ce qui n'en est pas ? Que les partis appellent à des assemblées citoyennes ne suffit pas. Ce n'est pas nouveau. C'est encore "Venez à nous". Le FdG ouvre un blog aux citoyens. J'applaudis à l'intention, mais qui est le centre de cette collaboration ? Les citoyens ou un appareil ? Des syndicalistes s'engagent aux côtés du FdG. Mais un front n'a pas à avoir des compagnons de route : on en fait partie ou pas. Tout cela reproduit la culture délégataire. Et elle ne porte plus aucune efficacité.

Comment le peuple peut-il devenir force politique ? Peut-être faut-il mieux prendre en compte la dimension idéologique du combat. Elle est trop souvent vécue comme un truc pour intello oisif. Il est urgent que l'état du mouvement populaire soit considéré par nous comme l'enjeu de 2012. Se profilent à la fois une campagne électorale, une journée d'action le 13 à l'appel de syndicats, des manifs d'Indignés; les trois sur les mêmes thèmes. Qu'est-ce qui empêche de commencer à repenser ensemble la société et l'orientation du mouvement populaire ? Sans leadership. Le Front populaire ou la Libération n'ont pas finassé. N'est-il pas temps que chaque force cesse d'inviter chez elle ou d'interpeller l'autre et que se forme un flux commun, polyphonique, qui partage sur un pied d'égalité toutes les responsabilités ?

● Pierre Zarka

Le doigt dans le clafoutis**Heureux ceux qui trinquent ?**

Revenant de Varsovie avec un collègue allemand, amateur de bière à ses heures, celui-ci me dit : « *Si les Polonais boivent toujours autant, c'est qu'ils vont toujours mal.* » J'ai pensé à cette Allemagne qui n'avait pas contribué au bonheur de la Pologne. À l'URSS... Le repas arrosé de la veille avec nos collègues polonais me revint en mémoire ; j'eus du mal à contredire mon voisin.

J'ai plongé le nez dans les journaux de l'avion. Pas de *Canard enchaîné* ou d'*Huma*... Mais *Le Monde* (29 nov.) « *Les jeunes boivent de plus en plus, et de plus en plus tôt.* », indiquait une étude d'une association de parents d'élèves citée par le quotidien. Et d'interviewer Xavier Pommereau, psychiatre et responsable d'un centre d'ados au CHU de Bordeaux, constatant un rajeunissement considérable des jeunes qui s'enivrent, dont une proportion de filles de plus en plus forte. « *Dès 11-12 ans, ils se livrent à des ivresses répétées ; les 13-16 ans organisent des fiestas qui sont de véritables beuveries.* » Aux urgences, les jeunes seraient de plus en plus nombreux à arriver en coma éthylique.

Ces soirées alcoolisées concernent les étudiants, les lycéens et - nouveauté - les collégiens. Bière. Puis vodka. Incolore, pouvant passer pour de l'eau, rendant rapidement ivre... Les boissons énergisantes font le reste. Ces fêtes sont l'occasion de rites, de jeux de rôles et de "cul sec !"

« *Les jeunes boivent de plus en plus.* » Ils vont donc de plus en plus mal, non ? Est-ce banaliser l'alcoolisme que le considérer aussi comme un phénomène social ? Quand on vit dans un pays comptant 8 millions de pauvres, 25 honteuses années de Restaurants du cœur, une précarité et un chômage galopants, quand on vous répète que la planète est fichue et l'euro foutu, quand votre copine chinoise, votre ami béninois se débattent dans une France hostile aux étrangers, quand l'économie capitaliste vous empêche de rêver, qu'on vous donne le choix entre l'austérité Fillon et la rigueur Hollande, comment ne pas avoir envie, certains soirs, d'autre chose qu'un univers de tisane ?

● **Philippe Stierlin**

L'image de la semaine

Salah Hamouri : on ne lâche rien !

Les autorités israéliennes ont bafoué leur propre droit.

Salah devait sortir, selon leurs dires, le 28 novembre et elles ont décidé d'ajouter totalement arbitrairement et cyniquement 140 jours de prison supplémentaires à Salah expliquant que, du fait de la libération de 1 027 prisonniers palestiniens en échange de Guilad Shalit, désormais il n'y avait plus de « *surpopulation carcérale* » et donc que Salah pouvait rester en prison 7 ans au lieu de 6 ans, 8 mois et 15 jours décidés. Cynisme total.

Les autorités françaises ont approché Salah et sa famille et ont promis, sans la moindre garantie d'aucune sorte, qu'il sorte dans la deuxième vague de libération de prisonniers palestiniens qui doit intervenir à la mi-décembre. Salah comme sa famille ont expliqué que si cela devait se faire, ce devait être « *sans aucune condition d'aucune sorte.* »



Nous ne pouvons attendre mi-décembre les bras croisés en nourrissant un espoir qui n'est absolument pas garanti ni même peut être fondé.

Nous avons deux choses à faire, selon nous, et plus que jamais :

manifestez notre **solidarité à Salah Hamouri**, qui en a besoin, en lui écrivant très massivement à sa prison israélienne de Shaat (www.salah-hamouri.fr);

exiger des autorités françaises une action énergique auprès d'Israël pour obtenir sa libération la plus rapide possible et sans condition.

Nous n'avons à nous bercer d'aucune illusion sur cette proposition française de mettre Salah dans une liste. Ces négociations sont très complexes et engagent beaucoup de parties pour qu'on puisse y croire de manière inconsidérée. **Alors, on ne lâche rien, et on continue !**

Transmis par J.C.L. Lefort, comité de soutien à Salah Hamouri

Les communistes unitaires en Assemblée générale

les 9 et 10 décembre 2011 – Saint-Ouen – Cap J
(Vendredi : accueil à 19h – Samedi : 9h30-17h)

Un texte du collectif d'animation de l'association pour lancer en amont la discussion ainsi que plusieurs contributions individuelles sont en ligne dans la rubrique "Déclarations, actes" du site de l'ACU.

Vous souhaitez apporter un point de vue ? Une adresse : contact.comunistes.unitaires@gmail.com

Appel à contribution

Vous appréciez *Cerises*, vous aimeriez lire de nouveaux numéros d'Altercommunistes, vous participerez volontiers à des Journées d'études et d'autres initiatives de l'Association des communistes unitaires. Vous pensez utile qu'elle développe ses activités. Tout cela a un coût. Aidez-nous à l'assumer en participant au financement de l'ACU. Vous trouverez à cet effet sur notre site www.comunistesunitaires.net (rubrique "Financement") les documents nécessaires. Vous bénéficierez d'une réduction fiscale à hauteur de 66 % de votre contribution à l'Association de financement des communistes unitaires.

[Le Collectif d'animation de l'Association des communistes unitaires \(ACU\)](http://www.comunistesunitaires.net)

Cerises est édité

par les Communistes unitaires

Noyau de *Cerises*: Gilles Alfonsi

Gilles Boitte, Michèle Kiintz

Roger Martelli, Philippe Stierlin

Catherine Tricot, Zarz

contact.cerises@gmail.com

www.cerisesenligne.fr

Lire et faire lire **Cerises**



Indiquez votre ville, département et l'adresse électronique à laquelle vous voulez recevoir **Cerises** à contact.cerises@gmail.com

